

Chroniques égyptiennes

dimanche 24 juillet 2011, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juillet 2011).

La rédaction de la revue en ligne *A l'Encontre* introduit souvent les articles sur l’Egypte qu’elle met en ligne par un suivi de l’actualité politique du pays. Nous reproduisons ci-dessous plusieurs de ces introductions.

14 juillet 2011.

Le gouvernement égyptien et le Conseil suprême des forces armées (CSFA) se partagent les rôles. Le second insiste sur l’ordre et menace les « protestataires » – ceux et celles qui ont relancé la mobilisation depuis le 8 juillet 2011 – et le premier répond, partiellement, à certaines revendications populaires, lorsque la pression se fait forte.

Ainsi, le 13 juillet 2011, le ministre de l’Intérieur, Mansour al-Essawy, a annoncé que 505 généraux, 82 généraux de brigade et 82 colonels seraient relevés de leurs fonctions. Ils sont contraints à prendre une retraite anticipée, mais avec les avantages matériels qui y sont attachés. Sur les 669 officiers « remerciés », seuls 27 sont impliqués dans les tueries au cours de la montée révolutionnaire de 18 jours, selon le ministère de l’Intérieur.

Cette affirmation suscite quelques interrogations – pour utiliser un euphémisme – auprès de divers analystes. Mohamed al-Quassas, porte-parole de la Coalition des Jeunes de la Révolution du 25 janvier, déclare au quotidien *Al Masry Al Youm* (14 juillet 2011) : « *Il y a encore des mesures à prendre pour purger le ministère de l’Intérieur.* » En effet, le pouvoir, pour l’heure, annonce simplement le changement de poste de quelque 4000 officiers qui seraient impliqués dans la répression. « La mutation de quelqu’un qui est impliqué dans un assassinat ne va pas aboutir à la purge d’un ministère », souligne Magda Boutros de l’Egyptian Initiative for Personal Rights. Un débat public, sur le thème d’une purge effective du ministère de l’Intérieur, sera lancé dans diverses villes, dans les jours qui viennent.

Selon divers rapports de presse, des manifestations sur des revendications sociales et démocratiques – avant le vendredi 15 juillet qui sera une nouvelle journée de mobilisation – ont eu lieu dans de multiples villes : Suez, Port Saïd, Ismailia, Mansoura, Assiout, Al-Minya, Beni Suef, Assouan. Cela indique la dimension nationale de la mobilisation et l’importance de l’affrontement actuel, qui dépasse la seule question du report des élections, comme le mentionne l’essentiel des médias.

17 juillet 2011

Nous avons publié divers articles sur la relance des mobilisations en Egypte depuis le 8 juillet 2011. Cet article de Mostafa Omar décrit l’ambiance qui régnait sur la place Tahrir, le 12 juillet. Ainsi

ressort bien la relation entre les « manœuvres » contraintes du pouvoir et la mobilisation populaire.

Pour preuve, le premier ministre Essam Charaf a déclaré qu'il présentera une nouvelle équipe gouvernementale le lundi 18 juillet 2011. Deux vice-premiers ministres ont été déjà nommés. Le premier, Ali el-Salmi, est issu du vieux parti bourgeois libéral, le Wafd. Il sera en charge des « réformes démocratiques ». Le second, Hazem el-Biblawi, aura la responsabilité des questions économiques. Agé de 74 ans, il a fait une carrière de conseiller, depuis 2001, auprès du Arab Monetary Fund à Abu Dhabi. Il a dirigé, de 1995 à 2000, l'ESCWA (United Nations Economic and Social Commission for Western Asia), sise à Beyrouth ; et de 1983 à 1995, il fut à la tête de l'étatique Export Development Bank of Egypt. Il est un chaud partisan de l'économie de marché.

A cela s'ajoute la démission du ministre des Affaires étrangères : Mohammed al-Orabi. Ancien ambassadeur du régime de Moubarak à Berlin, il était très identifié à l'ancien régime. A peine nommé, il y a un mois, il était donc devenu l'une des cibles des manifestants.

Essam Charaf va mettre en place un gouvernement dont les membres ne pourront plus être identifiés – aussi clairement – à l'ancien régime. Les organisateurs des manifestations de la place Tahrir demandent au nouveau gouvernement de se « légitimer » en prêtant serment sur la place, symbole de la révolution.

Dans la foulée, le Conseil supérieur des forces armées (CSFA) s'est engagé, le samedi 16 juillet, à réduire le recours aux tribunaux militaires pour « juger » les civils. Depuis le 11 février 2011, au terme de procès plus qu'expéditifs, de très nombreux manifestants ont été condamnés à de lourdes peines de prison.

Toutefois, comme l'écrit le *New York Times* du 16 juillet 2011, le CSFA cherche à mettre en place des règles – sous la forme d'une « déclaration de principes fondamentaux » – qui renforcent son autorité. Un secteur bourgeois libéral se montre favorable à cette initiative, présentée comme devant assurer des droits face au danger potentiel de la principale force politique organisée, celle des Frères musulmans.

Néanmoins, plus d'un constitutionnaliste égyptien affirme que l'objectif prioritaire de cette « déclaration de principes » consiste à mettre hors d'atteinte d'un futur pouvoir civil aussi bien l'armée (et son budget) que « l'empire économique » aux mains des militaires.

Les affrontements sur les questions démocratiques et sociales sont loin d'être terminés. La place subordonnée du capitalisme égyptien dans « l'économie mondiale », la configuration imprimée à l'économie du pays au cours des vingt dernières années, le niveau brutal d'exploitation des travailleurs et des paysans font d'un pouvoir autoritaire – dont les traits restent à fixer après le renversement d'un dictateur qui rêvait d'un transfert héréditaire de son pouvoir – le recours « naturel » des classes dominantes pour assurer une transition dans l'ordre et dans son ordre.

23 juillet 2011

Le jeudi 21 juillet 2011, le premier ministre égyptien, Essam Charaf, annonçait la composition de son nouveau gouvernement. Nous avons déjà donné, en introduction de l'article publié le 17 juillet 2011 sur ce site [voir ci-dessus] , le profil de deux ministres, ayant chacun fonction de vice-premier ministre. Essam Charaf les avait déjà désignés : Hazem Al-Biblawi aux commandes de l'économie et Al-Selmi, un membre influent du parti néo-Wafd, chargé de « la transition démocratique ».

Quant au nouveau ministre des Affaires étrangères, Mohamad Kamel Amr, il a été ambassadeur de

l'ancien régime en Arabie saoudite et, antérieurement, il travaillait auprès de l'ambassade d'Egypte à Washington. Il a aussi représenté l'Egypte à la Banque mondiale. Pas exactement un nouveau venu.

Il faut remarquer que les portefeuilles de la Justice, de l'Intérieur, de la Coopération internationale, du Pétrole, de l'Electricité, du Travail, de l'Education et du Tourisme restent aux mains de leurs titulaires dans le gouvernement précédent ! Donc pas de quoi susciter un « profond renouveau ». Même si Essam Charaf a indiqué que le ministre de l'Intérieur, fortement contesté, allait nommer auprès de lui un conseiller aux Droits de la personne humaine ! (*Al Masry Al Youm*, 22 juillet 2011)

Les occupants de la place Tahrir, le vendredi 22 juillet, ont manifesté leur déception ou leur désaccord, avec cette « rénovation » de ce gouvernement qui doit rester en place jusqu'aux élections prévues pour novembre. L'agenda politique reste dicté, toutefois, par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), face auquel les Frères musulmans manifestent un respect onctueux.

Rédaction de *A l'encontre*

<http://alencontre.org/>
